

Stéphane Peiry, candidat UDC de la liste d'entente bourgeoise pour le gouvernement

«Placer le curseur sur l'économie»



Pour la pose photo, Stéphane Peiry a choisi la verdure du fond des Grand-Places, à proximité de ses bureaux. Alain Wicht

BIO EXPRESS

1970
Naissance.
Enfance à Treyvaux. Vit à Fribourg avec son épouse

1998
Expert-comptable diplômé (il avait fait un apprentissage d'employé de commerce). Il est administrateur-délégué et propriétaire d'une fiduciaire

2006
Election au Conseil général de Fribourg. Il y siégera jusqu'en 2013. Election au Grand Conseil, réélection en 2011 (membre de la Commission des finances et de gestion)

À LA MOULINETTE

Faut-il interdire le port de la burka dans l'espace public?
Oui.

A quel investissement faut-il prioritairement consacrer la fortune non affectée du canton?
Aux investissements routiers.

L'Etat doit-il acquérir des terrains stratégiques, comme le site de Tetra Pak?
Oui.

Le personnel de l'Hôpital fribourgeois doit-il rester soumis à la loi sur le personnel de l'Etat?
Plutôt non.

Faut-il interdire les chauffages à mazout d'ici 2030?
Plutôt non.

Combien le canton comptera-t-il de communes au début 2017?
136. (juste)

Combien y a-t-il de barrages au fil de la Sarine?
Deux. (faux, il y en a 6)

Faut-il une route de contournement à Chiètres?
Oui.

Pour une paire de chaussures, jusqu'à combien dépensez-vous?
300 francs.

Combien de fois par semaine mangez-vous de la viande?
Trois à quatre fois.

La fusion du Grand Fribourg doit-elle se concrétiser lors de la prochaine législature?
Oui.

Pour ou contre le parc éolien du Schwyberg?
Plutôt contre.

Que vous coûte votre prime maladie mensuelle?
250 francs.

Où se trouve Coussiberlé?
Je ne sais pas. (dans le Lac)

Donnez-vous de l'argent aux mendians?
Non.

Votre dernière colère?
J'évite d'être en colère.

Votre série TV préférée?
House of Cards, version britannique.

Le nom d'un Fribourgeois évoluant en Super League de foot?
Je ne sais pas.

Le livre vers lequel vous revenez toujours?
La première biographie de Jacques Chirac par Franz-Olivier Giesbert.

Le découpage des districts est-il à revoir?
Plutôt non.

Votre superhéros préféré?
Je n'en ai pas.

En quelle année le HC Gottéron a-t-il été champion suisse?
Jamais. (juste)



« PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK PUGIN ET LOUIS RUFFIEUX »

Elections » Absente du Conseil d'Etat depuis vingt ans, l'UDC compte sur Stéphane Peiry pour le réintégrer.

L'UDC ne dit que rarement du bien des libéraux-radicaux et surtout du PDC. N'est-ce pas humiliant de devoir compter sur leur appui pour espérer accéder au Conseil d'Etat?

Stéphane Peiry: Non. Vous pensez sans doute à la politique fédérale car ces dernières années, au Grand Conseil, nos trois groupes politiques se sont retrouvés sur les grands sujets engageant l'avenir du canton. Après, chacun a ses spécificités et il peut y avoir des divergences, comme sur le Centre islam et société.

Vous êtes seul sur la liste bourgeoise au milieu de trois démocrates-chrétiens et de deux libéraux-radicaux. Qu'est-ce qui vous distingue d'eux?

Le fait que j'y représente l'UDC et que je peux faire valoir une expérience de chef d'entreprise.

Vous parlez de l'entente de centre droit. L'UDC est-elle un parti de centre droit?

C'est un parti de droite, mais l'entente va du PDC à tendance centriste – mais il y a aussi des PDC de droite – à la droite.

Pour adhérer au programme de l'entente, avez-vous dû renoncer à certaines de vos positions?

Non, nous nous sommes tout de suite accordés. On a débattu de tournures de phrases, mais personne n'a dû avaler de couleuvres. Les six candidats de la liste s'entendent bien politiquement et humainement.

Au Grand Conseil, votre groupe et vous-même vous êtes parfois montrés très durs envers le Conseil d'Etat. Quel bilan tirez-vous de son action?

Nous avons été très critiques sur le Centre islam et société ou sur la loi scolaire, préparée par la prédécesseure de Monsieur Siggen. Nous nous demandons ce qu'a fait en cinq ans la Direction

des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF). Il a fallu une motion socialiste pour relancer la fusion du Grand Fribourg... J'ai déposé au début de la législature une motion pour une nouvelle loi sur les finances communales. Elle a été acceptée par le Grand Conseil, puis plus rien. Globalement, le Conseil d'Etat a plutôt bien travaillé, à l'exception notable de la directrice de la DIAF.

Pensez-vous être prêt à vous fondre dans un collège?

Oui. A la Commission des finances et de gestion (treize élus de tous les partis), on a travaillé

en grande intelligence ces dernières années. J'œuvrerais dans cet esprit au Conseil d'Etat.

«On a beaucoup fait pour les transports et le social»

Estimez-vous, à l'instar de votre chef de campagne, que le gouvernement actuel a mené une politique de centre gauche?
Sur certains sujets, oui. Cinq élus de l'entente permettraient de mener une politique de centre droit plus déterminée.

Comment se traduirait le coup de barre à droite si l'entente plaçait cinq élus dont vous?

Par une sensibilité plus orientée vers le développement économique. On a beaucoup fait pour les transports publics et le social, il faut maintenant placer le curseur sur l'économie, surtout sur la création d'emplois.

Vous avez dénoncé devant le Grand Conseil ce que vous appelez «l'industrie du social». Fribourg en fait-il trop?

J'utilise cette expression en pensant à ceux qui développent des cours sans rapport avec l'objectif de remettre sur le marché des gens ayant connu un pépin professionnel. Où est l'intérêt d'aller faire du coaching avec son chien ou que sais-je? Avec ces mesures d'insertion sociale, certains ont sans doute flairé le bon filon, pour un résultat plus que discutable. L'échec est patent: voyez l'évolution récente des dépenses sociales. Il faut certes un filet social pour des gens qui se trouvent sur le carreau après avoir longtemps travaillé dans une entreprise qui ferme, par exemple. Mais comment comprendre qu'un jeune qui sort des études puisse s'y trouver? A cet âge-là, même si on ne trouve pas le job de ses rêves, on doit accepter de faire quelque chose pour être dans le circuit professionnel.

Le moteur de votre action politique?

Ma passion. C'est l'envie de mettre sa touche, de voir son pays, son canton, se développer d'une certaine manière. Sans cette passion, vous passez très vite à autre chose. Car à côté de la face visible de l'engagement, il y a des heures passées le soir et le week-end à potasser des dossiers qui ne se lisent pas comme des romans. »

TROIS THÈMES, TROIS RÉPONSES

De l'argent pour l'innovation

1 Plus d'un Fribourgeois sur quatre doit quitter le canton pour travailler. Vos mesures prioritaires pour renforcer l'économie, hormis la RIE III (réforme fiscale des entreprises), que tous les cantons appliqueront?

Le canton n'a pas été capable de créer des emplois en proportion de sa très forte croissance démographique. Le prochain Conseil d'Etat devra mettre l'accent sur l'emploi. Pour disposer de terrains pour les entreprises, il serait bon que les zones stratégiques soient en mains publiques, comme l'a demandé le comité du Club économique, dont je fais partie, en suggérant d'utiliser une partie de la fortune de l'Etat. J'ai aussi déposé un postulat afin que 10 millions soient affectés au fonds de soutien à l'innovation, qui a déjà fait la preuve de son efficacité. Enfin, il faut promouvoir une attitude ouverte à l'entrepreneuriat dans l'administration.

2 Comment amener les Fribourgeois à davantage utiliser les transports publics?

Vu la configuration du canton, il est normal que les Fribourgeois restent attachés à la motorisation individuelle, et c'est une illusion de croire qu'on va la faire diminuer. Cela dit,

beaucoup a été fait ces dernières années pour promouvoir les transports publics. Côté prix, les tarifs sont chers, et des mesures incitatives ne sont pas à exclure.

3 Le canton vit sous le régime de l'austérité budgétaire. Pour maintenir le navire à flot, faut-il tailler dans les prestations ou augmenter les recettes?

S'il y a une recette dont je pourrais accepter la hausse, c'est la taxe universitaire pour les étudiants étrangers. S'ils allaient étudier dans les pays anglo-saxons, ils paieraient 50 000 francs par an. Ici, ce sont les contribuables qui paient leurs études. Il faut d'autre part continuer à bien maîtriser les charges. Enfin, la réforme de l'imposition des entreprises me tient à cœur. Ces dix à quinze dernières années, les recettes fiscales des personnes morales ont fortement augmenté alors même que le taux d'imposition a baissé. Je pense dès lors que les pertes fiscales attendues seront compensées par la croissance de ces mêmes recettes. La gauche fribourgeoise, dogmatique, fait une fixation sur ces pertes fiscales. Mais s'opposer à cette réforme, c'est s'opposer à des emplois futurs dans notre canton. »